Isabelle Lasserre
ilasserre@lefigaro.fr

RENCONTRE

« Nous avons l'intention de continuer à travailler positivement avec la Russie sur les grands dossiers sensibles dans lesquels elle est impliquée, comme les négociations avec l'Iran. »

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Mark Taplin : « L'Ukraine a le droit de se choisir son propre avenir »

Selon le chargé d'affaires américain à Paris, les États-Unis espèrent convaincre Moscou d'amorcer une « désescalade ».

Mark Taplin est chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis à Paris. Ce diplomate de carrière, qui fait office d'ambassadeur en attendant la nomination d'un successeur à Charles Rivkin, a été basé pendant plusieurs années en Ukraine et en Russie.

LE FIGARO. – Quelle est selon vous la stratégie de Vladimir Poutine ? Pensez-vous qu'il veuille s'attaquer à d'autres proies dans la région ?
Mark TAPLIN. – Le seul qui puisse vraiment répondre à cette question, c'est Vladimir Poutine lui-même. Nous avons exprimé notre profonde inquiétude face au renforcement militaire russe aux frontières de l'Ukraine. Pour le reste, il s'agit d'un jeu de devinettes pour la communauté internationale. Cette dernière doit tout faire pour contenir Poutine et ses conseillers et enclencher enfin un processus de désescalade. Faute de quoi, nous prendrons des mesures supplémentaires.

Mais que redoutez-vous le plus ? Une déstabilisation de l'Ukraine ? L'annexion de la Transnistrie ? Des pressions contre les minorités russes dans les pays Baltes ?
Bien sûr, comme tous nos alliés de l'Otan, l'agitation des minorités russophones baltes nous inquiéterait. Mais l'épicentre de la crise reste pour l'instant l'Ukraine, puisque des troupes russes ont été déployées, de manière agressive, à la frontière. Les Russes fomentent une agitation dans les villes de l'Est, notamment à Donetsk. Où cela mènera-t-il ? Il est possible que le Kremlin, en maintenant des troupes à la frontière, veuille avant tout maintenir la pression sur les nouvelles autorités de Kiev avant l'élection du 25 mai, déstabiliser l'économie afin de discréditer les efforts du gouvernement. C'est la raison pour laquelle nous devons aller le plus vite possible pour contrer les projets russes en proposant à l'Ukraine un soutien économique à long terme.

Les États-Unis et l'Europe n'ont-ils pas sous-estimé Vladimir Poutine ? Le « reset », le redémarrage des relations avec la Russie voulu par Barack Obama, n'était-il pas voué à l'échec ? Finalement, le président russe ne tire-t-il pas sa force de la faiblesse de l'Occident ?
Depuis la fin de l'URSS, les États-Unis et l'Union européenne ont toujours cherché à donner une perspective positive à la Russie, en lui proposant de partager leurs aspirations, leur désir de paix et de liberté. Toutes les portes ont été ouvertes pour que la Russie puisse jouer un rôle positif. Même à l'époque de George Bush père. Le « reset » a surtout été une manière de parler, même s'il est évident qu'il sera désormais difficile de restaurer le même niveau de confiance entre Moscou et Washington. L'annexion illégale de la Crimée a créé une rupture significative dans le monde que nous essayons de construire. Elle nous pose aujourd'hui un véritable défi. Mais la réponse apportée par les États-Unis et par l'Europe pour rappeler la Russie à ses obligations internationales n'a pas été faible. Au contraire, elle a été claire et forte. Les menaces que nous avons proférées sur la violation du mémorandum de Budapest et la nécessité pour la Russie de respecter ses obligations internationales ne pouvaient entraîner aucune confusion au Kremlin. Nos messages étaient clairs comme de l'eau de roche.

Vladimir Poutine est dans l'action, il semble toujours avoir un coup d'avance sur les Occidentaux, qui ne sont que dans la réaction. Les sanctions prises contre la Russie sont-elles suffisantes ?
Elles sont plus importantes que ce que certains avaient annoncé. Elles reflètent la gravité de la situation. L'annulation du G8 de Sotchi en juin est un signal fort et symbolique. Dans ce genre d'affaires, le symbole compte. Par ailleurs, les sanctions auront un impact important sur l'économie. Les marchés russes donnent déjà des signes d'inquiétude.

Vivons-nous une deuxième guerre froide avec la Russie ?
Je ne pense pas que le terme soit approprié. Malgré les moments de réminiscence de cette période, la Russie a beaucoup changé depuis la guerre froide. Sa société n'est plus la même.

Quelles sont les premières conséquences de la crise sur les autres dossiers internationaux, le nucléaire iranien, la guerre en Syrie, le désarmement ?
Nous avons l'intention de continuer à travailler positivement avec la Russie sur les grands dossiers sensibles dans lesquels elle est impliquée, comme les négociations avec l'Iran. Mais dire que la crise n'aura pas de conséquences ne serait pas réaliste. Le principal risque concerne la reprise de la prolifération. En 1994, l'Ukraine avait accepté – ce n'était pas une décision facile – de renoncer à son arsenal nucléaire. Le mémorandum de Budapest, signé notamment par la Russie, garantissait l'intégrité de ses frontières en échange de ce geste. Le fait qu'il ait été violé risque de servir de leçon à d'autres pays, qui pourraient être tentés de relancer leur programme nucléaire…

Quel avenir voyez-vous pour l'Ukraine ?
Depuis le début de la crise, le gouvernement ukrainien a fait preuve d'une admirable retenue, sur tous les sujets sensibles pour Moscou, y compris lorsque les forces armées russes se sont emparées des bases en Crimée. Mais il ne faut pas oublier que ce pays de 46 millions d'habitants a le droit, car il est indépendant depuis vingt ans, de faire ses choix et d'entretenir des relations privilégiées avec qui il veut. Bref, de se définir son propre avenir. L'Ukraine doit rester un État indépendant, c'est la chose la plus importante. Il faut respecter ses aspirations, même si elles sont européennes et si la Russie s'y oppose. Il faut s'assurer que l'Ukraine ne soit pas instrumentalisée, qu'elle ne soit pas réduite aux vues du Kremlin, à celles de Washington ou de Bruxelles.

> L'annexion illégale de la Crimée a créé une rupture significative dans le monde que nous essayons de construire. Elle nous pose aujourd'hui un véritable défi
> MARK TAPLIN

Les États-Unis, qui avaient entrepris un pivot vers l'Asie et le Pacifique, vont-ils revenir en Europe ?
Mais nous ne sommes jamais partis ! Même si nous faisons plus attention qu'avant à l'Asie et au Pacifique, l'interprétation de ce mouvement a été exagérée en Europe. Par ailleurs, la crise ukrainienne a permis de clarifier la situation et de rappeler que l'Alliance atlantique reste toujours aussi pertinente. La situation a aussi été clarifiée en Europe, où la réaction de Ianoukovitch, qui, sous la pression de Moscou, a renoncé à signer l'accord d'association avec l'Union européenne, a été vécue comme un électrochoc. La crise ukrainienne a favorisé l'unité de l'Europe, ce qui n'était pas le cas jusque-là.

Que répondez-vous aux arguments du Kremlin, pour qui l'Occident a trahi sa promesse de ne pas étendre l'Otan à l'est et utilise la force quand ça l'arrange : au Kosovo, en Irak ou en Libye ?
Je réponds que, malgré les irritations de la Russie, notamment dans l'affaire de la Serbie et du Kosovo, personne d'autre n'a violé des frontières internationalement reconnues. La tendance du Kremlin à nier la possibilité, pour des pays indépendants, de choisir leur destin ne devrait plus être possible à notre époque. ■

» Lire aussi PAGE 12